



8^e **CONGRÈS**

filpac cgt

Le parti pris de l'avenir

23-26 novembre 2015 MONTREUIL

Fédération des travailleurs
des industries du livre,
du papier et de la communication CGT

• septembre 2015

RAPPORT D'ACTIVITÉ

filpac cgt

www.filpac.cgt.fr



SOMMAIRE

Page 4. Politique et **régression sociale**

Page 5. Une CGT **en crise d'orientation**

Page 7. **La Filpac** et ses syndicats

Page 14. Une organisation fédérale en **filières professionnelles**

Page 16. Une démarche revendicative **à l'international** à redéfinir

Page 17. Le défi de **la fragmentation du salariat**

Page 17. **Un redéploiement syndical** en cours

Page 18. La formation du corps militant, **une préoccupation constante**

Page 18. La validité des **collectifs syndicaux** régionaux



A

avant de voter nos orientations syndicales pour les quatre années à venir, il est indispensable de faire le bilan de notre activité depuis notre dernier congrès, dans un contexte politique, économique et social des plus régressifs.

Analyser sereinement ce que nous avons mis en œuvre au regard de nos décisions prises lors du 7^e congrès fédéral, c'est faire le constat des difficultés rencontrées, de nos insuffisances, mais c'est aussi valoriser à leur juste niveau les luttes menées.

Cette lucidité dans l'analyse du bilan de notre activité fédérale doit nous permettre de tirer les enseignements nécessaires à l'élaboration collective de nos orientations qui aideront à la mobilisation des salariés de nos secteurs d'activités.

En adoptant à une large majorité, l'orientation syndicale repris sous la bannière du « parti pris de l'avenir », les syndicats de la Filpac Cgt ont pris l'option d'un syndicalisme de lutte, de revendications, d'actions pour conquérir des droits pour les salariés et avancer vers une société de la justice sociale et de la solidarité.

Notre option d'un syndicalisme « de transformation sociale », incarné par nos positions affirmées et affichées, par nos actions quotidiennes dans les entreprises et les territoires, ont dérangé et dérangent largement les tenants d'un rapprochement avec un syndicalisme de compromis et de collaboration aux politiques d'austérité et aux volontés patronales.



Politique libérale et régression sociale

A quelque mois des échéances présidentielles de 2012, le parti pris de l'avenir prenait un sens particulier : celui de mettre un terme au diktat libéral, aux politiques d'austérité, au mépris des oligarques, à l'arrogance de la droite et aux politiques racistes menées comme politique d'État.
Oui mais voilà ! La satisfaction de l'éviction du président Sarkozy passée, le désenchantement ne s'est pas fait attendre : quelques jours plus tard, le candidat devenu président signait à Berlin l'adoption des politiques dite « de stabilité économique européenne » alourdies par « la règle d'or » justifiant les politiques d'austérité subies par tous les peuples d'Europe.

Ce coup d'État contre la démocratie et le suffrage majoritaire exprimé lors des élections présidentielles et législatives prend la forme d'une dictature de la finance européenne définie par les banques, la majorité des grosses multinationales, et entreprise par les gouvernements européens.

C'est cette dictature qui dénierait au peuple grec – quitte à l'affamer – de déterminer sa politique économique et sociale au nom d'une dette privée faite publique, qui telle le tonneau des Danaïdes se remplit sans fin. Cette même règle d'or qui impose aux Espagnols, Italiens, Portugais... aux Français, les régressions sociales amenant pauvreté et précarité même de l'existence.

C'est cette politique qui met dans la misère nombre de salariés et leurs familles, les poussant vers le fascisme de l'extrême droite et de ses appendices fanatiques religieux de toutes confessions.

Le reniement de la parole publique, des engagements de campagne, les espoirs trahis d'une alternative sociale à la politique libérale, alimentent le terreau d'un Front national qui pérone. Les positionnements de l'Europe sur la question des réfugiés, du Premier ministre sur les Roms et les immigrés développent la xénophobie.

Les résultats électoraux aux élections municipales, européennes et départementales d'une extrême droite aux portes du pouvoir sont plus qu'inquiétants. La

montée des racismes dans l'ensemble des pays européens et des partis fascistes sont le résultat de ces politiques libérales destructrices des solidarités, des socles sociaux.

La politique des gouvernements successifs n'a d'autres objectifs que de répondre aux desideratas patronaux qu'ils soient poussins de start-ups, bonnets rouges ou pigeons de la finance, dans le cadre fixé par les capitalistes européens.

Leur ennemi n'est pas le coût du capital mais le salaire, la protection sociale collective et solidaire, la stabilité dans l'emploi des travailleurs... Autant de droits et de garanties des salariés qui entravent l'augmentation de leurs dividendes, l'explosion de leur fortune, qu'ils habillent sous le vocable de « compétitivité ».

Le pouvoir politique sait qu'il peut compter sur la CFDT et ses filiales – CFTC et CGC – qui ont pactisé avec le Medef, l'UPA et la CGPME à travers un programme commun intitulé « approche de la compétitivité » de juin 2011, pour justifier d'un habillage de concertation paritaire ses décisions de destruction sociale.

Ainsi, le pacte de compétitivité de novembre 2012 aura l'assentiment des partenaires sociaux du Medef, qui donnera lieu deux mois après à l'Accord National Interprofessionnel de janvier 2013 instaurant la fin de la législation sur les licenciements économiques et ouvrant la porte aux accords dits « de compétitivité » permettant de baisser les salaires

C'est cette politique qui met dans la misère nombre de salariés et leurs familles, les poussant vers le fascisme de l'extrême droite et de ses appendices fanatiques religieux de toutes confessions.

Nous ne sommes qu'à l'aube de la mise en œuvre des lois et décrets régressifs de Macron et de Rebsamen.



et d'augmenter le temps de travail sans aucun recours pour les salariés.

La longue liste des accords tous plus régressifs les uns que les autres se succèdent au rythme des injonctions du patronat : **révision de l'indemnisation des chômeur-euse-s, remise en cause du régime des intermittents, recul de l'âge légal de départ en retraite, compte de pénibilité vidé de sens, formation professionnelle asséchée, fin des régimes des institutions paritaires de protection sociale...**

Plus le rythme des réformes réactionnaires s'emballe, plus le patronat en veut encore plus et toujours plus vite. Le chômage de masse qu'il organise lui permet de faire taire les éventuelles contestations et les revendications sociales.

Menant à marche forcée les réformes libérales, le gouvernement se dispense de la démocratie pour mieux copier à la lettre les mesures de régression sociale des lois Hartz en Allemagne ou des lois du gouvernement italien abolissant le code du travail.

La réaction libérale européenne est en marche, écrasant les peuples sous le joug de l'appétit insatiable des profiteurs – patronat, banquiers et grands propriétaires –.

Le Président de la République donne l'ordre à son gouvernement d'en terminer avec le code du travail, les Prud'hommes, les instances représentatives des salariés dans les entreprises.

Refusant en début de mandat l'amnistie pour les syndicalistes, le Président « ami » de la finance autorise la répression et la criminalisation de l'action syndicale. Fermeture des bourses du travail, licenciements massifs de syndicalistes dont nos syndicats n'ont pas été épargnés, suppression du délit d'entrave, le gouvernement socialiste organise le Maccartisme contre les syndicalistes.

Nous ne sommes qu'à l'aube de la mise en œuvre des lois et décrets régressifs de Macron et de Rebsamen. Leurs impacts conséquents dans les entreprises sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires ne vont tarder à produire l'appauvrissement et la fragilisation sociale des salariés. Seule l'organisation avec les travailleurs d'un combat social âpre et déterminé peut mettre en cause ces mesures et cette politique réactionnaire, et ramener la démocratie comme moteur de nos sociétés. Pour cela, nous avons besoin d'une organisation syndicale à l'offensive sortant de paralysie actuelle.

Une CGT en crise d'orientation

Depuis la défaite de 2010 des salariés sur la retraite, la CGT est entrée dans une longue période de torpeur.

Participant aux conférences sociales qui ont toutes débouché sur des accords nationaux interprofessionnels régressifs socialement co-élaborés par le Medef et CFDT, l'orientation de la CGT est devenue inaudible oscillant entre la volonté d'affirmer son statut de première organisation syndicale, la nécessité de l'unité des organisations syndicales et la contestation des mauvais coups portés aux travailleurs.

Pendant que les salariés vivent des reculs sociaux d'importance, que le chômage explose tout comme la précarité, la direction confédérale se déchire dans une guerre de succession, plongeant un peu plus les militantes et militants dans la perplexité. De la perplexité, nous passons rapidement à la sidération lorsque la règle de vie interne est de ne pas avoir à justifier des décisions qui nous paralysent face à la politique libérale et antisociale du gouvernement français. Des délégations confédérales se rendent, dans la discrétion la plus absolue, à des pseudo-négociations sociales, sans mandat des structures de la CGT, ni débat, et sans rendre compte des prises de position qui seront dévoilées aux militants lors d'apparitions audiovisuelles furtives.

Cela s'est avéré sur la réforme dite « du dialogue social », donnant lieu à la dernière réforme Rebsamen, fusionnant les différentes instances représentatives du personnel, réduisant le nombre d'élus, organisant l'institutionnalisation du syndicalisme en l'évacuant des petites entreprises pour le mettre au niveau des chambres consulaires régionales.

Le débat sur la formation professionnelle créant même une crise ouverte entre les membres de la délégation et le bureau confédéral sur la signature ou non d'une réforme inepte et confiscatoire pour les salariés.

La Filpac-CGT n'a jamais cessé d'interpeller la direction confédérale sur son cette attitude troublante et de dénoncer son mutisme sur les réformes antisociales.

Nos interventions lors des CCN, nos écrits récurrents dans les 7 Jours, n'ont toujours eu qu'un but : celui de renforcer la CGT dans le combat social, dans le développement de la mobilisation sociale contre les politiques patronales, libérales.

Notre fédération n'a jamais participé aux écuries pour la désignation du futur secrétaire général. Elle s'est toujours abstenue de la curie contre les dérives financières de certains dirigeants, tout en dénonçant l'ignominie de la situation.

La Filpac-CGT a développé et mis en œuvre, avec les organisations de la CGT qui veulent sortir du silence dans lequel on a tenté de les plonger indéfiniment, les mobilisations, les actions syndicales portant autour de luttes pour l'emploi, contre les politiques réactionnaires du Président de la République et ses gouvernements.

En l'absence d'une véritable rentrée sociale en septembre 2012, des fédérations de l'industrie (FTM, Filpac, FNIC) organisent, avec leurs homologues européens, le 9 octobre des manifestations nationales pour la défense de l'industrie, de l'emploi.

Notre fédération participera à plusieurs mobilisations organisées avec les fédérations du spectacle, des cheminots, de la chimie, de la métallurgie, des ports et docks pour la défense de l'emploi, contre les mauvais coups du patronat et les politiques d'austérité de son gouvernement. La Filpac-CGT s'engage aussi dans les mobilisations organisées avec les collectives anti-austérités 3A, le 15 avril 2014, puis celle du 15 novembre, malgré les récriminations officielles de la direction confédérale et de son secrétaire général de l'époque Thierry Lepaon.

Le 26 juin 2014, quelques jours avant la participation prévue de la direction confédérale à la troisième conférence « sociale » du gouvernement sur l'ordre du jour du Medef, nous organisons avec l'URIF CGT et les camarades du spectacle, une mobilisation d'ampleur dans les rues de Paris avec en tête de cortège les camarades papetiers d'Arjo Wizernes et Charavignes et tous ceux en lutte dans leurs entreprises.

Avec les camarades de Chapelle-Darblay, de l'Union départementale de Seine-Maritime, des camarades des fédérations Ports et docks, Métallurgie et de la Chimie, deux mobilisations d'ampleur auront lieu à Rouen, placées sous le signe de la défense de l'emploi et de la sauvegarde de l'outil industriel.

Notre fédération n'a jamais participé aux écuries pour la désignation du futur secrétaire général. Elle s'est toujours abstenue de la curie contre les dérives financières de certains dirigeants, tout en dénonçant l'ignominie de la situation.



Conforter l'identité d'une Filpac-CGT comme une fédération de syndicats mettant en œuvre un syndicalisme revendicatif, de lutte, de solidarité pour une transformation sociale au service des travailleurs, voilà la tâche entreprise par la direction fédérale durant ce mandat, conformément aux orientations prises en congrès par ses syndicats.

La Filpac et ses syndicats

Le travail fédéral est aujourd'hui supporté par une minorité de camarades malgré le nombre de membres du CEN et de mandatés dans les instances paritaires (branche, protection sociale, formation professionnelle...). Le manque de réunion de coordination thématique ne permet pas à la Filpac-CGT d'appréhender et d'affiner les réponses aux défis posés, de prévenir suffisamment concrètement les attaques patronales, d'informer les salariés, de construire les cahiers revendicatifs et luttes nécessaires (fusion de mutuelle ou d'OPCA, négociation de nouvelles conventions, négociations salariales...).

Membres du CEN et mandatés dans les instances sont pourtant les moteurs de l'activité revendicative et de la démocratie fédérales. De son côté, le bureau fédéral doit être toujours plus l'acteur principal de la coordination de ce travail fédéral. Mis en place au Comité général, son installation a été réussie pour que cela soit une structure de coordination et non de représentation, malgré les doutes et les histoires passées de cette instance.

Quant à la communication fédérale, elle trouve un écho très favorable et une audience qui largement au-delà de nos rangs. Se substituant malgré elle, au silence confédéral sur de nombreux dossiers, lanceur d'alerte, analyses syndicales reprises dans nombres d'organisations de la Cgt, notre communication fédérale a permis, dans ce brouillard confédéral que nous traversons, d'être le phare d'une démarche syndicale Cgt revendicative, de luttes qui ne concèdent rien au camp du capital.

A. L'INFORMATION AU CŒUR DE LA CONFRONTATION SOCIALE

Les rapports Montaigne et Cardoso constituent, comme précédemment, la doctrine gouvernementale en matière d'aides à la Presse, du passage au numérique, de la concentration de centres d'impression et des titres, de la fin annoncée du pluralisme. L'objectif étant toujours celui de constituer un oligopole structuré autour de 3 ou 4 grands groupes de médias aux mains d'industriels et banquiers pour inonder à travers tous les supports d'information, leur doctrine libérale.

Le pouvoir politique en place finalise l'œuvre de destruction de la loi Bichet, et décide d'en terminer avec une distribution de la Presse garantissant la diffusion du pluralisme des idées sur l'ensemble du territoire par un système coopératif, pour le remettre dans les mains du marché, en conformité avec les derniers décrets parus sous l'ère Sarkozy du 13 avril 2012.

De la lutte des camarades de Paris-Normandie, une dynamique d'actions solidaires s'est développée dans plusieurs titres confrontés à des suppressions d'emplois d'ampleur...

Lors de rencontres, en juin 2012, concernant le projet de fermeture de *Paris-Normandie* envisagé par Philippe Hersant, la ministre Filipetti et ses conseillers reprennent à la lettre les attendus des états généraux de la Presse organisé par Sarkozy. Si l'occupation du golf Hersant, évadé fiscal suisse, n'a pas eu une grande répercussion médiatique, autre chose a été de l'arrêt de nombreux titres le 4 juillet 2012, marquant ainsi la solidarité d'équipes syndicales de PQR comme de PQN avec leurs camarades normands. De

la lutte des camarades de *Paris-Normandie*, une dynamique d'actions solidaires s'est développée dans plusieurs titres confrontés à des suppressions d'emplois d'ampleur



comme celle prévues par le même liquidateur Hersant à l'Union de Reims et au pôle CAP ou encore à *la Voix du Nord* par l'actionnaire Belge Rossel, à *Nice Matin* contre un plan de licenciement remettant en cause l'existence du titre.

C'est par la lutte, par la solidarité dans l'action que les salariés avec leur syndicat Filpac-CGT ont pu sauver *Paris-Normandie* et ses emplois, éviter à l'Union de Reims la destruction de 600 emplois en travaillant une solution sociale négociée, permettre la sauvegarde de *Nice Matin* et de la majorité des emplois. De Lille, à Reims, Strasbourg, Rouen, Bordeaux, à Nice et à Paris, la Filpac-CGT a multiplié les rendez-vous d'actions et d'appels à la solidarité avec les équipes syndicales en lutte dans leur titre. Convaincue que seule l'unification de l'action collective autour d'un autre projet pour l'information pluraliste peut sortir chaque équipe syndicale de l'étau des sacrifices sociaux dans lequel les enferme quotidiennement leurs directions respectives.

C'est par la lutte, par la solidarité dans l'action que les salariés avec leur syndicat Filpac-CGT ont pu sauver Paris-Normandie et ses emplois, éviter à l'Union de Reims la destruction de 600 emplois...

Des rassemblements nationaux devant le siège de la PQR, devant le Ministère de la culture ont été organisés comme autant de moments de solidarité, démontrant de fait notre détermination à changer l'orientation des politiques en matière d'information. Au travers des réunions régulières des délégués de Presse a été élaboré la plate-forme nationale pour l'information, pour être adoptée par l'ensemble des équipes de Presse (PQR, PQN, Presse magazine et spécialisée) réunies au siège de leur fédération à Montreuil.

Elle est un élément incontestable de reconquête sociale dans la Presse et un plan anti-résignation, ouvrant une autre perspective que l'attente du prochain plan de licenciements qu'il soit faussement intitulé volontaire ou contraint ! C'est dans le sillage de l'élaboration d'une Loi pour l'information que s'inscrivent les travaux du groupe de travail « Imprimerie » mis en œuvre fin 2012 permettant de faire face aux fermetures des centres d'impression, en imposant aux éditeurs de PQN et aux représentants de la DGMIC, une négociation nationale de filière autour de 5 axes :

- **Renforcement et développement de la charge de travail**
- **Investissements**
- **Réforme des aides à la presse**
- **Pénibilité**
- **Règlement social.**

L'objectif fixé collectivement, est d'obtenir, par la mobilisation des salariés dans toutes les entreprises du secteur, une négociation nationale regroupant l'ensemble des éditeurs, les pouvoirs publics et les organisations syndicales pour un véritable plan de filière de l'imprimerie en France concernant la Presse d'Information et de Politique Générale.

La force de l'offensive patronale, la récurrence des plans de licenciements, l'aspersion continue du désespoir, de la fin du Papier, par les directions fragilisent nombres d'équipes syndicales, et les conduit à un repli sur elle-même, à perdre confiance dans l'action collective et solidaire. En dépit des nombreuses assemblées des délégués des titres de Presse, nous ne sommes pas encore parvenus à dépasser la gestion des restructurations qui nous sont infligées.

B. DONNER UN AVENIR À L'INDUSTRIE PAPETIÈRE

Les grands groupes papetiers et cartonniers continuent leur nomadisme mondial à la recherche d'une maximisation des profits basée sur la mise en concurrence des salariés entre eux, l'évasion fiscale, les cadeaux étatiques divers et variés et l'exonération de toute contrainte environnementale.



Bénéficiant çà et là de l'aide des gouvernements pour accomplir leur basse besogne, comme pour la fermeture des sites de Charavennes et de Wizernes d'Arjo Wiggins où l'État reconnaît explicitement, par la voie de sa ministre Axelle Lemaire, sa complicité dans l'accomplissement du funeste plan.

Notre pays ne serait pas assez attractif, la fameuse ineptie du « coût du travail » trop élevée, trop de contraintes environnementales... en un mot, ça crache pas assez pour les fonds de pensions et autres actionnaires des multinationales du papier notamment. Argument fallacieux ultime des pouvoirs publics comme du patronat du secteur pour tenter de justifier le massacre social et économique d'une filière industrielle entière : nous serions en surcapacité de production et la solution résiderait dans la « transformation numérique de la filière papetière », dixit la Ministre. Heureusement que le ridicule ne tue pas sans quoi ce gouvernement serait décimé !

La période que nous venons de vivre dans l'industrie papetière est marquée par une accélération des restructurations et délocalisations des productions exigeant une mobilisation sans précédent des équipes syndicales, du collectif fédéral papetier et de la Fédération dans son ensemble.

Pas une semaine, sans qu'une mobilisation, une action soit organisée, sans que le véhicule de la Filpac-CGT et son ballon, soit dans les rues et avenues des communes concernées par la destruction des emplois.

Lecta à Condat, **Gasgogne** à Mimizan et Dax, **Chapelle Darblay** à Grand-Couronne, **Stora Enzo** à Corbehem, **Arjo Wiggins** à Wizernes et Charavennes, **Hamelin** à Annonay, **Schweitzer Mauduit** à Saint-Girons, **UPM** à Stracel et Docelle : autant de sites où l'emploi a été sacrifié sur l'autel du profit, autant de batailles menées, et à mener encore pour certains, pour le maintien de l'outil de travail et des emplois, autant de sites où les mobilisations ont été organisées en lien avec les structures territoriales CGT. C'est aussi autant de situations où les pouvoirs publics ont fait preuve d'un manque de volonté politique contre le pouvoir économique, parfois même d'une complicité dans les exactions patronales, allant jusqu'à les aider.

La capitulation sociale n'est pas dans l'ADN syndical des syndicats de la Filpac-CGT.



Devant cette déferlante de catastrophes, nous aurions pu, comme certains, nous résigner, accepter l'enveloppe, s'en remettre à Pôle Emploi et au restant de solidarité nationale pour survivre. Nous aurions dû accepter de négocier, dans leurs salons feutrés, nos licenciements et la reddition sociale suivant les règles du pacte Medef-CFDT de l'ANI 2013.

La capitulation sociale n'est pas dans l'ADN syndical des syndicats de la Filpac-CGT et quitte à paraître parfois utopistes, trop combatifs, voire déraisonnables pour certains, nous avons ensemble systématiquement travaillé à faire grandir des projets alternatifs, à bâtir les mobilisations les plus larges possibles, à construire les solidarités d'action pour faire aboutir la seule chose qui ait un sens : la sauvegarde de nos emplois, de nos outils de travail et la préservation de nos acquis sociaux. Mais constatons que nous avons rencontré des difficultés à faire converger les luttes, à créer les solidarités au niveau de la filière, du groupe et/ou parfois même à l'échelle du seul bassin d'emplois concerné.

L'ampleur des rassemblements organisés, comme par exemple devant le salon des Maires de France, devant la Copacel, des actions multiples en région comme à Paris



souffrent bien souvent d'une présence des seules équipes syndicales en lutte dans leur entreprise contre un plan de casse de leurs emplois.

La forte empreinte de l'industrie papetière et du carton sur le tissu local économique et social permet bien souvent aux combats que nous menons d'avoir le soutien de la population et des élus locaux. Mais, face à des actionnaires dont le conseil d'administration est bien souvent situé à l'autre bout de la planète, cette solidarité indispensable s'avère souvent insuffisante pour empêcher la casse sociale prévue.

La solidarité locale à une portée effective si elle prend, par exemple, la forme comme à Alizay d'une décision administrative et politique touchant au sacro-saint droit de propriété des sites en danger de mort. Le droit de préemption des terrains et des murs, la mise sous sauvegarde du site et de la machine à papier pour cause d'utilité publique sont les éléments de droit qui peuvent encore permettre d'inverser une situation qui semblait jusqu'alors irrémédiable. Cette décision de préemption du Maire d'Alizay, alliée au rachat du site par le Conseil général et au combat continu et acharné du syndicat Filpac-CGT Mreal ont permis, après plus d'un an de fermeture, de faire redémarrer le site, repris par le thaïlandais « double A » en mars 2013.

Dans toutes nos luttes comme celles des Chapelles Darblay, comme pour les camarades d'UPM Docelles et de Stora Enzo Corbeheim, la primauté du droit de propriété a toujours fait obstacle aux projets de reprise ou de continuité de l'activité des sites concernés. Toujours prêts soi-disant à céder leurs sites pour l'euro symbolique, mais renonçant à le faire et entravant les possibilités de reprises dès qu'elles se présentent, voilà l'attitude de ces patrons qui revendiquent l'application des lois du marché partout sauf lorsqu'elles contrarient leurs intérêts particuliers et ceux de leurs actionnaires.

Dans cette situation où le combat local, indispensable, n'est plus toujours suffisant, où la loi de la finance internationale prend le pas sur les droits des citoyens et salariés, où les lois politiques de la République se plient aux dogmes économiques européens de la libre concurrence, la convergence des luttes et la solidarité dans l'action sont déterminantes. La manifestation organisée conjointement par la Filpac CGT et la FNIC-CGT devant le Symposium préparé par les chambres patronales du Labeur, du Papier et de la Chimie, avec la participation manquée de leurs collaborateurs Macron et Rebsamen, prend son sens dans notre démarche revendicative de faire converger les luttes pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail.

De mémoire de bourgeois, l'avenue Georges V n'avait jamais vu autant de papiers ! Leur pince-fesses gâché, les patrons, amers, ont suspendu les réunions de branche prévues sur les salaires. La CFDT, FO et leurs appendices, pris la main dans le pot de confiture de la compromission avec le patronat, digèrent difficilement cette mobilisation.

Au point de boudier pour certains les réunions de branche qui redémarreront sous d'autres auspices, les relations sociales n'étant plus autant consensuelles et les revendications sociales prenant le pas sur l'ordre du jour patronal.

**De mémoire de bourgeois,
l'avenue Georges V n'avait jamais
vu autant de papiers !
Leur pince-fesses gâché, les
patrons, amers, ont suspendu les
réunions de branche prévues sur
les salaires.**

C. POUR L'EMPLOI ET LES DROITS DANS L'INDUSTRIE GRAPHIQUE, LA DISTRIBUTION, LA COMMUNICATION ET LA LIBRAIRIE

Dans l'industrie graphique, la poursuite des fermetures d'imprimeries n'a pas connu de répit. La situation est à tel point critique dans certains segments d'activité comme celui du Livre, que notre territoire risque de voir disparaître de manière irrémédiable toute une filière professionnelle, ses savoir-faire, et devenir totalement dépendante des importations.



Dans le groupe CPI, la énième menace de fermeture de **l'imprimerie de Bussière** a donné une lutte intense de la part des élus Filpac-CGT et des salariés, toutes et tous confrontés aux affres de la procédure expéditive issue de l'ANI CFDT-Medef.

Le groupe CPI, comme tous les imprimeurs de Livre, sont pris en tenaille entre les géant mondiaux de l'édition Hachette et Editis qui les pressurent toujours plus, l'entente illicite des multinationales du papier qui en asséchant l'offre font monter les prix et la stratégie suicidaire de ces imprimeurs (CPI comme Maury et autres) qui continuent de jouer du dumping social et des prix de vente.

En dépit du rythme effréné des réunions de CE, prévu par le nouveau carcan législatif, les salarié-e-s avec leur syndicat Filpac ont su se mobiliser, trouver les moyens de pression internes et externes suffisants pour empêcher le projet initial de la direction d'aboutir et arracher la mise en œuvre effective d'engagements datés de la précédente restructuration.

Il en est de même pour les camarades d'**Hélio Corbeil** qui ont dû affronter la mise en redressement du groupe Circle Printer et donc à court terme la fermeture de leur imprimerie. C'est grâce au collectif syndical et sa pugnacité dans leur lutte pour la reprise en SCOP en février 2012 que la fédération peut se réjouir d'avoir encore aujourd'hui, à Corbeil, une des dernières imprimeries Hélio en France.

La reprise en SCOP par les salariés d'Hélio Corbeil demeure un exemple d'aboutissement d'une lutte victorieuse pour nombre de salariés contre l'arbitraire patronal de leur supprimer leur emploi. La SCOP est vécue comme un affront au droit de propriété patronal. Le pouvoir politique hypocrite, prêt à toutes les récupérations, en fait, en 2015, un élément de reprise de la croissance économique.

La bataille pour l'emploi dans la Distribution Directe, dans la **société Adrexo** en particulier, a été émaillée d'affrontements entre les syndiqués CGT de l'entreprise, entachant les relations interfédérales entre la Fapt et la Filpac. Opposés au plan de licenciements de 750 salariés, les collectifs syndicaux de la Filpac-CGT se sont retrouvés non seulement face à une direction dont la notoriété de patron voyou est publique, mais aussi face à certains représentants corrompus d'organisations syndicales, y compris de la Cgt. Ce plan de licenciements en cache un autre en cours, insidieux, non officiel mais bien réel qui prévoit la suppression de 10 000 emplois

de distributeurs sur les 21 000 actuels. Dispersés sur le territoire, les distributeurs sont difficiles à organiser, à rassembler, à réunir, à informer.

Déjà 3 000 d'entre eux depuis la mise en œuvre du plan ont quitté l'entreprise dans l'indifférence et le silence total. Il s'agit de salariés dans la précarité la plus absolue, de retraités cherchant des compléments de revenus pour faire face à la situation de pauvreté !

En dépit de nombreuses réunions entre nos deux fédérations, des recours en justice, des mobilisations ponctuelles, rien n'y a fait. Le paraphe du délégué syndical central, au nom de la CGT, figure en bas de page de ce funeste plan, le plan de destruction d'emplois le plus important de ces dernières années.

Deux conceptions syndicales au sein du secteur s'affrontent, divisent radicalement notre organisation, opposent ouvertement les militants, affaiblissent la force de la CGT et le rapport des forces déjà difficile à construire avec les salariés.



Victimes d'un LBO par un fond spéculatif américain, les salariés des librairies Chapitre ont vu le métier de « libraire » évoluer dangereusement vers celui de « vendeur d'articles »...



Ce qui n'a pas été le cas, par exemple, avec la fermeture des librairies Chapitre et le licenciement des 1 200 salariés auxquels nous nous sommes opposés avec les camarades de la fédération du Commerce et des Services.

Victimes d'un LBO par un fond spéculatif américain, les salariés des **librairies Chapitre** ont vu le métier de « libraire » évoluer dangereusement vers celui de « vendeur d'articles », leur fond éditorial fondre comme neige au soleil pour n'avoir plus que les « best-sellers ». Le choix du groupe Actissia a consisté à tout miser sur la librairie en ligne Chapitre.com et de fermer les sites physiques, dans le but d'avoir un taux de rentabilité à deux chiffres, prenant comme modèle Amazon.fr, leader du délit fiscal et du non-droit pour les salariés. Pour arriver au final à l'effondrement des ventes, des problèmes d'approvisionnement, des libraires écœurés et démotivés et la mise en liquidation des 57 librairies, le 23 décembre 2013. Juillet 2014, 23 librairies seront définitivement fermées, aboutissant au licenciement de 450 salariés, les 34 autres librairies, soit 750 salariés, poursuivant leur activité en dehors du groupe Chapitre.

Suivant et conseillant au quotidien les élus CGT de Chapitre, soutenant activement leur lutte, organisant les réunions interfédérales, participant au montage de dossiers de reprise, notre fédération a contribué à la reprise en SCOP d'une partie des 34 librairies.

D. LE SALAIRE AU CŒUR DE NOS REVENDICATIONS

L'intensité de la confrontation sociale autour de la répartition de la valeur ajoutée entre le salaire et le profit est à un niveau rarement atteint dans l'histoire sociale récente.

Patronat et gouvernement, relayés quotidiennement dans tous les médias, fustigent le salaire dont la partie socialisée finance notre protection sociale comme le plus gros problème pour résoudre la « crise » que nous subissons et qui les enrichit.

Dans les entreprises, les directions s'acquittent, encore pour quelques mois, de leur obligation d'ouvrir annuellement une pseudo-négociation sur les salaires. Passage obligé de la relation sociale en entreprise, elles demandent aux délégués syndicaux d'en rabattre sur les revendications, voire d'en réduire le niveau à travers un accord de compétitivité pour permettre de restaurer les marges. Le chômage de masse pèse lourdement dans la balance du rapport de force et nombre de délégués cèdent avant même d'avoir mené la bataille et la négociation.

Pour autant, la Filpac-CGT et ses syndicats mènent une bataille acharnée pour une revalorisation forte des salaires.

Chez Publicis, des rassemblements devant le siège social avenue des Champs Elysées ont été organisés, chaque année, pour exiger des augmentations de salaires pour l'ensemble des 5 000 salariés du groupe. Peu coutumière du fait syndical dans son secteur – la Publicité –, la jet set mondiale de la Com' a été bousculée par la présence nombreuse de militants du groupe, mais aussi du secteur, comme celle des militants de syndicats parisiens, d'organisations comme Génération Précaire, d'élus politiques. Le ballon Filpac-CGT sur l'artère du luxe parisien faisait tache pour ce patronat habitué au silence des affaires.

Alors que l'emblématique patron libéral de Publicis, Maurice Levy, s'octroyait un bonus annuel de 16 millions d'euros, la direction pleurait dans les chaumières pour tenter de justifier une énième année blanche pour les salaires.

Alors que l'emblématique patron libéral de Publicis, Maurice Levy, s'octroyait un bonus annuel de 16 millions d'euros...

Les mobilisations organisées, la diffusion massive d'un 4 pages dans la plupart des entités ont permis pour la première fois d'ouvrir une négociation salariale au niveau du groupe. En dépit de la trahison des salariés par les délégués CFDT, FO, UNSA et CGC, les délégués CGT par leur action ont réussi à faire sauter le verrou du silence et lancer une dynamique revendicative bien au-delà de la seule question des salaires.

Dans le secteur papetier et du cartonnage, des luttes importantes pour l'augmentation



des salaires ont eu lieu et ce en dépit des menaces régulières sur l'emploi. **Papeterie de Bègles** : plusieurs semaines de lutte face à un patron revanchard, provocant, trainant les délégués devant les tribunaux pour « entrave à la liberté du travail » alors que 90 % des salariés sont dans l'action. Le patron profite des NAO pour imposer la remise en cause des jours fériés et ne veut pas entendre la moindre revendication salariale. La solidarité des syndicats Filpac-CGT d'Aquitaine, de l'UD de Gironde et la région CGT, soutenant la lutte de leurs camarades, se concrétise par des rassemblements devant les murs de la papeterie. Déterminés pour obtenir l'augmentation de leur salaire et l'amélioration de leur condition de travail, les salariés ne lâchent rien et obtiendront en partie satisfaction.

Dans le groupe **Smurfit**, l'ensemble des délégués Filpac-CGT des cartonneries du groupe envahissent et occupent le siège parisien. Dans le même temps, DRH et Direction Générale sont interrompus durant leur pause déjeuner, dans un restaurant luxueux de la porte de Vincennes, par des délégués venus les chercher pour qu'ils se mettent autour de la table mais, cette fois-ci, celle des négociations. Ramener en fanfare au siège parisien, ils s'en échapperont par une porte dérobée lors d'une pause durant la négociation. De retour dans leurs cartonneries, des arrêts de travail seront organisés dans la quasi-totalité de l'ensemble des sites, obligeant la direction à céder en partie aux revendications exprimées.

Dans le groupe **Saica Pack**, le 26 juin 2014, un appel à la grève sur tous les sites est lancé pour débloquer les négociations salariales. Dans le groupe **DS Smith**, des arrêts de travail ont lieu à Kunheim, à Carhaix en Bretagne, à Saint Amand dans la Manche. A **Chapelle Darblay**, luttant pourtant contre un plan de licenciements, les salariés se mobilisent pour l'augmentation de leurs salaires. Les papetiers et cartonniers n'en rabaisent pas sur les salaires dans leurs entreprises. Mais force est de constater que nous rencontrons des difficultés à faire converger toutes ces luttes et obtenir une véritable négociation salariale au niveau des branches et de la filière.

Devant l'ampleur inattendue du mouvement, près de 50 % des 900 salariés des deux sites, Maury envoie une missive à ses directeurs pour réprimer les « meneurs » de ce conflit mettant en péril ses dividendes.

Dans l'industrie graphique, de nombreuses mobilisations ont eu lieu. Chez **Maury Imprimeur** à Manchecourt et Malesherbes, pour la première fois depuis longtemps, le syndicat Filpac-CGT renoue avec l'action syndicale et déclenche un mouvement de grève sur les salaires en novembre 2013. Devant l'ampleur inattendue du mouvement, près de 50 % des 900

salariés des deux sites, Maury envoie une missive à ses directeurs pour réprimer les « meneurs » de ce conflit mettant en péril ses dividendes. La réponse des salariés a été à la hauteur de l'attaque, obligeant Maury à céder et à négocier une augmentation de salaires, l'amélioration des conditions de travail. Depuis les mobilisations succèdent aux assemblées générales et le nombre de syndiqués multiplié par 5.

La contagion revendicative s'étend aux autres entités du groupe Maury, en particulier à Normandie Roto où une nouvelle équipe syndicale se crée.

En Aquitaine, le travail de proximité du syndicat du Livre de Bordeaux permet d'obtenir, après des mobilisations importantes en 2015, 4,3 % d'augmentation de salaire à **l'imprimerie BLF**, de 4 à 10 % à **l'imprimerie ACDS**, 4 % à **Korus**, etc. La dynamique syndicale s'étend sur l'ensemble du territoire au grand désarroi du syndicat patronal du secteur - l'UNIC - qui, aux dires de leur représentant le plus zélé, remet en cause l'équilibre d'un paritarisme qui convenait jusqu'à présent aux patrons.

Si dans les branches professionnelles, les négociations salariales sur la base des revendications des travailleurs sont un lointain souvenir, dans les entreprises, elles reprennent de la vigueur, fruit d'une campagne revendicative.



Une organisation fédérale en filières professionnelles

Nous avons décidé lors de notre précédent congrès d'une organisation du travail syndical en filières professionnelles comme une méthode permettant de dépasser les questions de structures fédérales et territoriales pour les rapprocher autour d'objectifs revendicatifs communs et de renforcement des solidarités.

Prenant appui sur le travail en filière effectué déjà dans le secteur du Papier-Carton, nous avons tenté d'étendre cette pratique aux autres secteurs de la Fédération.

Force est de constater que lors de la mise en œuvre des filières, nous nous sommes heurtés à des difficultés tant liées à la perplexité de camarades sur l'efficacité et la réalité des filières que sur la définition du cadre de certaines filières comme celle de l'information et de la communication.

Pour autant, **la filière de l'Impression** devient réalité, avec le travail du Groupe de Travail Impression (GTI) qui, cartographiant l'ensemble des capacités d'impression sur le territoire quel que soit le rattachement conventionnel des imprimeries, permet d'avoir une vision globale de la filière et de mener la bataille de l'avenir de l'impression dans notre pays. Ce premier travail d'importance doit nous permettre d'appréhender les évolutions techniques de l'impression numérique, d'empêcher les mises en concurrence des imprimeurs au travers de leur statut conventionnel et enfin d'établir un véritable plan industriel de filière.

La cartographie de l'ensemble des capacités d'impression sur le territoire (...), permet d'avoir une vision globale de la filière et de mener la bataille de l'avenir de l'impression dans notre pays.

La filière Distribution a travaillé autour des questions relatives aux évolutions du secteur dont le plus important des opérateurs est le groupe La Poste. Champ professionnel interfédéral, la filière Distribution doit permettre de dépasser les antagonismes actuels entre structures fédérales CGT, entre la Fapt et la Filpac pour permettre aux travailleurs de la distribution directe d'avoir une CGT efficace pour défendre un salariat très précarisé. Certes ! Il est plus facile de le dire, de l'écrire que de le faire, mais ce n'est pas dans notre nature de renoncer surtout quand il s'agit de défendre les intérêts des travailleurs ! De la Distribution directe au portage de Presse en passant par le développement du Marketing direct, nos interactions nécessitent un travail commun plutôt que de se croire propriétaire de champs conventionnels comme autant de justificatifs de sa survie au sein de l'appareil confédéral.

La création récente d'un nouveau syndicat patronal entre celui de la logistique de communication écrite et une partie du Syntec lié au marketing direct a amené les camarades de la filière à prendre contact avec ceux des Sociétés d'études pour commencer un travail autour d'objectifs revendicatifs communs, un partage des connaissances de l'implantation syndicale dans ce nouveau secteur en création. La filière Distribution est amenée dans le contexte actuel du développement de la livraison à domicile, de la digitalisation des relations commerciales à devenir, pour la CGT, un enjeu majeur. Malgré ces recompositions et l'intervention de nouveaux mastodontes comme Amazon.fr, le nombre de salariés toujours plus précaires ne cesse d'augmenter.

La définition du cadre de **la filière Information et Communication** a été trop large pour permettre à un travail syndical à la hauteur des enjeux. Nous avons tout de même organisé pour le secteur de la Communication-Publicité des rendez-vous annuels des



délégués des entreprises de la filière. Ces journées de travail attendues par les militants nous ont permis d'établir une charte revendicative que nous déployons à travers des 4 pages thématiques (métiers de l'affichage, forfait jour et temps de travail, statut des stagiaires) dans les entreprises où nous sommes implantés. Des délégués d'horizons différents, entre celles et ceux des régies publicitaires de Presse qui côtoient les créatifs des agences de com', les afficheurs, les commerciaux des agences médias, des marketeurs, des graphistes de studio de création valident ensemble le cahier revendicatif fédéral.

La richesse des échanges permet de bâtir un réseau syndical jusqu'à présent éclaté, voir inexistant, de créer des convergences revendicatives et de renforcer notre outil syndical par un développement important de la syndicalisation.

L'ouverture de nos journées aux graphistes indépendants, aux freelances, aux salariés des régies audiovisuelles avec nos camarades de la fédération du spectacle sont à l'ordre du jour de nos prochaines rencontres.

Demeure pour l'autre partie de la filière initiale, celle de l'information, une difficulté réelle à sa mise en œuvre. Deux dossiers l'alimentent, mais trouvent peu d'échos dans les équipes syndicales : celui autour de la protection sociale des pigistes et de la formation professionnelle des secteurs éditoriaux. Nous n'arrivons pas encore à franchir le pas de la syndicalisation des salariés des secteurs éditoriaux d'entreprises de Presse, à quelques exceptions près, nous demeurons concentrer dans des secteurs techniques toujours plus réduits.

La méthode de travail syndical en filières nous a permis de nous implanter et nous développer dans des secteurs qui jusqu'à présent sont restés trop confidentiel. **La filière du Livre** organise des libraires, des imprimeurs, des salariés de l'édition, de la diffusion, des éditeurs indépendants. Issue de la lutte des salariés de Chapitre, la filière du Livre nous a permis de prendre contact avec nombre de libraires indépendants et de salariés de ce secteur, de créer le premier syndicat régional de libraires, puis d'autres en cours de constitution dans d'autres régions. Une charte revendicative sur le livre transformée en projet de loi organique sur le Livre est en cours d'élaboration par les camarades de la filière.

Issue de la lutte des salariés de Chapitre, la filière du Livre nous a permis de prendre contact avec nombre de libraires indépendants et de salariés de ce secteur, de créer le premier syndicat régional de libraires...

La partie liée à l'**avenir de la librairie** a déjà fait l'objet de rencontres à l'Assemblée nationale avec différents députés de différents groupes parlementaires. Deux 4 pages ont déjà été diffusés massivement au travers le réseau des libraires, devant le salon de l'édition, devant le congrès du syndicat patronal du secteur, le Syndicat des Libraires Français. La véhémence des responsables de ce syndicat patronal démontre que nous touchons juste et que nos écrits rencontrent un succès grandissant auprès des libraires.

Des contacts réguliers sont pris avec nos camarades de **la fédération du commerce**, signataire de la convention collective de la librairie, implantés faiblement dans de grosses structures comme anciennement Virgin ou Gilbert Jeune. Un travail interfédéral est en cours autour de notre charte revendicative et notre projet de loi organique.

Notre redéploiement syndical nous permet de nous implanter dans des maisons d'édition, de réfléchir avec des éditeurs indépendants à constituer leur syndicat CGT, à développer les contacts avec les diffuseurs. Cette charte revendicative du livre ouvre des perspectives plus enthousiasmantes pour nos camarades imprimeurs, qui n'ont connu qu'à présent les baisses d'effectifs et les fermetures d'imprimeries du fait de la délocalisation de la charge de travail, de la concentration des maisons d'édition et donc de la diversité culturelle.

Partie prenante de la rencontre organisée par l'association des libraires francophones, la Filpac-CGT devient un acteur social incontournable de la Librairie jusqu'ici peu syndiquée et sous influence cédétiste.



Systématiquement les dimensions internationale et européenne en particulier sont abordées dans les travaux des filières, pas comme un supplément d'âme, mais bien comme un élément de notre démarche revendicative et des solidarités réelles à construire.

Une démarche revendicative à l'international à redéfinir

Au cours des quatre dernières années, nous avons constaté une forme d'autonomisation de l'activité des comités de groupe européen ou mondiaux assumée par les conférences sectorielles sur le dialogue social européen organisées notamment par Uni Graphic auxquelles la Filpac a participé.

Deux visions du syndicalisme s'opposent sur le type de syndicalisme européen et international nécessaire à l'ère de la mondialisation libérale :

- soit être un lobby social, comme d'autres le sont pour l'environnement, tentant de peser voir d'aménager les dérégulations libérales en-cours.
- soit travailler pour un syndicalisme réellement solidaire, porteurs de projets sociaux alternatifs contrant la globalisation libérale.

Des interrogations de plus en plus insistantes se font jour sur l'utilité de participer à ces réunions très formelles, dans lesquelles il n'est pas rare de rencontrer les représentants des directions patronales et dont les conclusions sur le dialogue social européen ne prennent évidemment pas en compte les luttes et revendications portées par les équipes syndicales de la Filpac. Pourtant, renforcer la convergence d'analyse et de luttes syndicales demeure essentiel pour faire face à l'accélération de la crise du système capitaliste et ses conséquences pour les salariés de tous les pays du monde. Tout comme rechercher le rassemblement le plus large pour combattre l'austérité, briser le dumping social et le repli sur soi dont se nourrit l'extrême droite reste pour la Filpac cgt une priorité absolue.

C'est dans ces conditions que la Fédération s'est efforcé de créer les conditions de prolonger sa démarche revendicative à l'international en privilégiant les relations bilatérales bien plus que la participation de la Filpac aux postes de direction de nos instances syndicales internationales.

La Filpac est affiliée depuis 2012 à une nouvelle fédération professionnelle internationale : IndustriALL. Issu de la fusion de 3 fédérations (Fiom, Icem et Textile), **IndustriALL représente 50 millions de syndiqués dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie, des mines, de l'énergie, du textile et de l'industrie papetière.** IndustriALL et Uni global union, la fédération des services à laquelle la Filpac est également affiliée pour l'industrie graphique, l'édition et la publicité représentent les deux principales internationales des confédérations européennes et internationales (CES et CSI).

Prendre l'initiative de luttes convergentes à l'échelle européenne et mondiale contre les politiques austéritaires, réactionnaires des banques et actionnaires sur les peuples, faire vivre concrètement la solidarité de classe pour tous les opprimés tel est notre



La Filpac est affiliée depuis 2012 à une nouvelle fédération professionnelle internationale : IndustriALL, issue de la fusion de 3 fédérations (Fiom, Icem et Textile)...



engagement syndical internationaliste. La Filpac CGT à son niveau se doit de poursuivre encore plus activement son action pour bâtir un syndicalisme européen et international sur d'autres bases que celles de l'institutionnalisation actuelle.

Le défi de la fragmentation du salariat

Six millions de salariés au chômage, presque autant sous statut de travail précaire, un essaimage dans les petites et très petites entreprises, notre syndicalisme organisé autour d'anciennes concentrations de travailleurs se trouvent en grande difficulté.

explosion des ruptures conventionnelles, des plans de licenciements collectifs – volontaires ou non – affaiblissent nos bases historiques. Ce constat déjà fait lors de nos précédents congrès, nous avons pris la décision d'investir de nouveaux espaces, d'accueillir les salariés de tout statut, de toute catégorie professionnelle.

Même si nous n'arrivons toujours pas à enrayer l'érosion constante du nombre de syndiqués, la Filpac-CGT a entrepris de se redéployer en laissant libre chaque syndicat de se structurer sous la forme la plus appropriée favorisant la syndicalisation et une solidarité indéfectible entre ses membres face aux attaques patronales et gouvernementales.

Un redéploiement syndical en cours

Dans l'Industrie Graphique, le premier 4 pages envoyé par voie postale à près de 2 000 entreprises, diffusé régionalement en Aquitaine et dans le Nord-Pas de Calais a permis de nous implanter dans nouvelles imprimeries de taille moyenne.

imprimerie Billet à Epernay avec plus d'une vingtaine de nouveaux syndiqués, celle d'Alençon, le basculement d'élus indépendants de chez Chirat vers la CGT voilà des résultats encourageants pour notre fédération. Sans revenir sur la filière du Livre et la création en-cours de syndicats de libraires, de nouvelles bases dans l'édition, les matériels de communication fédéraux appuyés par un réseau de libraires nous permettent d'organiser nombre de travailleurs éloignés jusqu'alors de notre organisation syndicale.

Dans la Communication, le nombre de syndiqués dans les agences a fortement progressé pour passer depuis notre dernier congrès d'une petite vingtaine à un peu plus de 180. Nous avons quelques marges de progression possibles encore dans un secteur comptant un peu plus de 130 000 salariés dont 70 000 pour les seules agences ! Dans l'affichage, les régies média, nous progressons en implantation et en nombre de syndiqués. Dans la Distribution Directe, après un travail important de syndicalisation et revendicatif des camarades animant le secteur, le nombre de syndiqués à exploser. Dans le Carton, le Papier régulièrement de nouvelles bases sont créées compensant, pour une très grande partie, le départ de camarades victimes de fermetures de leur entreprise ou de restructurations.

La Filpac-CGT est implantée dans un plus grand nombre d'entreprises, mais très majoritairement aux effectifs réduits. Ces efforts de redéploiement ne permettent pas encore d'enrayer notre affaiblissement organisationnel.

Trop peu de syndicats s'impliquent et participent activement à cet effort organisationnel,



trop peu transmettent les communications fédérales comme autant de points d'appuis à leur activité dans l'entreprise et au rayonnement de l'organisation syndicale.

La formation du corps militant, une préoccupation constante

La réalisation d'un pôle d'éducation syndicale doit faire partie des priorités à concrétiser dès les prochains mois de la nouvelle mandature fédérale.

Si nous ne sommes pas parvenu à mettre en place un programme de formation pour nos adhérents et nos cadres syndicaux, notre pôle de formation syndicale s'est trouvé renforcé dans les domaines de la santé au travail, des conditions de travail, de l'organisation du travail. Les camarades qui animent cette activité sont reconnus pour leurs compétences en la matière dans toute la CGT, et ils sont très sollicités. La Filpac-CGT a organisé nombre de formations sur les nouvelles obligations légales qui pèsent sur les syndicats. Statuts, comptabilité, publication des comptes autant de contraintes auxquelles doivent se plier nos syndicats sous peine de perdre leur représentativité et donc leur capacité de désignation, de négociation dans les entreprises et groupes. Toutefois cela demeure bien en deçà des demandes et des besoins des camarades dans les syndicats. C'est de la responsabilité de la direction fédérale, des membres du Comité exécutif national, d'apporter la réponse aux besoins de nos adhérents.

La validité des collectifs syndicaux régionaux

Notre décision d'étendre le fonctionnement des collectifs syndicaux Filpac-CGT à l'ensemble du territoire porte ses fruits.

D'Aquitaine, à la Normandie, au Vosges, au Pas-de-Calais, au Limousin, cette forme d'organisation de syndicats en région permet de créer des liens de solidarités importants pour les luttes que nous avons à mener. Il ne s'agit pas toujours d'une énième structure, mais surtout d'une réponse au besoin des syndicats d'une même filière professionnelle, d'une même fédération de pouvoir se retrouver, échanger, faire part des difficultés rencontrées, de s'entraider, de faire vivre la fraternité.

Les collectifs syndicaux en territoire sont de véritables outils au service de notre démarche revendicative et syndicale. Ils contribuent par la coordination de leurs actions au renforcement de notre organisation syndicale.

Dans le cadre de nos rencontres avec les syndicats pour préparer le congrès, à de nombreuses reprises lorsque ces collectifs n'étaient pas mis en place. La nostalgie des anciennes régions Filpac-CGT ressurgissait comme un manque abyssal de contact non seulement avec la direction fédérale, mais aussi entre syndicats d'une même zone. La réponse à ce besoin exprimé par les syndicats ne peut être plus longtemps retardée. Des engagements ont été pris par la direction fédérale d'inscrire dans la durée les rencontres régulières avec les syndicats sous la forme des assemblées qui se sont déroulées. Mais cela ne répond qu'à une partie du besoin, l'autre partie devra trouver sa réponse dans la construction de futurs collectifs syndicaux. C'est l'un des objectifs essentiels de notre 8^e congrès fédéral. ●





Filpac-Cgt
Fédération des travailleurs des industries du livre,
du papier et de la communication cgt
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex
Téléphone : **01 55 82 85 74**
Fax : **01 55 82 85 67**
filpac@filpac-cgt.fr – **www.filpac-cgt.fr**

